



POUVOIR JUDICIAIRE

C/22206/2022

ACJC/1152/2024

ARRÊT

DE LA COUR DE JUSTICE

Chambre civile

DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2024

Entre

Monsieur A_____, domicilié _____, appelant d'une ordonnance rendue par la 9ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 28 août 2024, représenté par Me Elodie FRITSCHY-KUGLER, avocate, RIVARA WENGER CORDONIER & AMOS, rue Robert-Céard 13, case postale 3293, 1211 Genève 3,

et

Madame B_____, domiciliée _____, intimée, représentée par Me Andrea VON FLÜE, avocat, Könemann & von Flüe, rue de la Terrassière 9, 1207 Genève.

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 24 septembre 2024.

Attendu, **EN FAIT**, que par ordonnance OTPI/536/2024 du 28 août 2024, le Tribunal de première instance (ci-après : le Tribunal), statuant sur mesures provisionnelles, a attribué à B_____ la garde exclusive de la mineure C_____, née le _____ 2009 (chiffre 1 du dispositif), octroyé à A_____ un droit de visite devant s'exercer, sauf accord contraire entre le père et la mineure, à raison d'un mercredi après-midi sur deux (ch. 2), donné aux parties instruction de continuer la thérapie de C_____ auprès de la thérapeute mentionnée dans le courrier du 28 mai 2024 de D_____, doyen du Cycle d'orientation de E_____ (pièce 75 déf.) (ch. 3), imparti aux parties un délai de 30 jours à compter de la notification de l'ordonnance pour produire les pièces démontrant la continuation de ladite thérapie (ch. 4), imparti aux parties un délai de 30 jours à compter de la notification de l'ordonnance pour produire le document relatif à l'évaluation réalisée par la thérapeute mentionnée dans le courrier du 28 mai 2024 susmentionné (ch. 5), condamné A_____ à payer, à titre de contribution à l'entretien de la mineure C_____, allocations familiales non comprises, 1'600 fr., par mois et d'avance, à compter du 1^{er} août 2024 et au-delà de la majorité de C_____ jusqu'à la fin de sa formation professionnelle, pour autant qu'elle achève celle-ci dans des délais raisonnables (ch. 6) ; le Tribunal a enfin arrêté l'émolument de décision à 800 fr. (ch. 7), renvoyé pour le surplus la décision sur les frais à la décision finale (ch. 8) et débouté les parties de toutes autres conclusions (ch. 9);

Qu'en substance, le Tribunal a retenu que par arrêt du 7 septembre 2021 rendu sur mesures protectrices de l'union conjugale, la Cour de justice avait attribué au père la garde exclusive de la mineure C_____ et accordé à la mère un droit de visite devant s'exercer du mercredi à la sortie de l'école au jeudi matin retour en classe, un week-end sur deux et durant la moitié des vacances scolaires ; que toutefois, depuis le 30 janvier 2024, la mineure C_____ vivait chez sa mère ; qu'entendue par le Tribunal le 15 mars 2024, elle avait indiqué que tout se passait bien chez sa mère, alors que tel n'était pas le cas chez son père ; que le Tribunal a par ailleurs fixé la contribution à l'entretien de l'enfant en prenant en compte les charges de A_____ à hauteur d'un montant de l'ordre de 3'378 fr. par mois ; que selon le premier juge, les revenus déclarés par A_____ durant les années 2022 et 2023, pour son activité indépendante de serrurier, ne reflétaient vraisemblablement pas la réalité, de sorte qu'il y avait lieu de retenir, sur la base de certaines déclarations de A_____, des revenus mensuels nets de 5'580 fr. ; que les besoins de C_____ ont été retenus à hauteur de 1'372 fr. par mois ; qu'une part de l'excédent a été allouée à la mineure;

Que le 9 septembre 2024, A_____ a formé appel contre cette ordonnance, concluant à l'annulation des chiffres 1, 2 et 6 de son dispositif et cela fait, à ce que la garde exclusive sur l'enfant C_____ soit maintenue en sa faveur, à ce que la résidence habituelle de la mineure soit maintenue chez lui, à ce qu'un droit de visite sur la mineure soit réservé à la mère, devant s'exercer à Genève, une semaine sur deux, du vendredi à la sortie de l'école, jusqu'au dimanche à 18h00 et durant la moitié des vacances scolaires, à ce qu'il soit dit que les allocations familiales et d'études relatives à

l'enfant devaient être versées en ses mains, à ce que B_____ soit condamnée à lui verser, par mois et d'avance, à titre de contribution à l'entretien de C_____, allocations familiales en sus, la somme de 850 fr. jusqu'à sa majorité, voire au-delà en cas d'études régulières et sérieuses et à ce qu'il soit dit qu'aucune contribution de prise en charge n'était due, avec suite de frais et dépens à la charge de sa partie adverse;

Que préalablement, l'appelant a sollicité la suspension de l'effet exécutoire attaché à l'ordonnance attaquée;

Que sur ce point, il a allégué que conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral, il était préférable de maintenir le *statu quo* lorsque la garde d'un enfant était l'objet d'un litige, afin de lui éviter des changements brusques et répétés dans son encadrement ; que par ailleurs, la contribution d'entretien n'avait pas été correctement fixée et dépendait de l'octroi de la garde de l'enfant ; que le recourant a en outre précisé qu'il continuait de s'acquitter de tous les frais de C_____ et que l'intimée ne serait pas en mesure de rembourser l'éventuel trop-perçu;

Que dans sa réponse du 23 septembre 2024, B_____ a conclu au rejet de la requête d'effet suspensif;

Considérant, **EN DROIT**, que la Cour est saisie d'un appel au sens de l'art. 308 CPC;

Que le jugement querellé portant sur des mesures provisionnelles, l'appel n'a pas d'effet suspensif *ex lege* (art. 315 al. 4 let. b CPC);

Qu'à teneur de l'art. 315 al. 5 CPC, l'exécution de mesures provisionnelles peut exceptionnellement être suspendue si la partie concernée risque de subir un préjudice difficilement réparable;

Que selon les principes généraux applicables en matière d'effet suspensif, le juge procédera à une pesée des intérêts en présence et se demandera en particulier si sa décision est de nature à provoquer une situation irréversible;

Que lorsque la décision de mesures provisionnelles statue sur la garde ou modifie celle-ci de sorte que l'enfant devrait être séparé du parent qui prenait régulièrement soin de lui au moment de l'ouverture de la procédure ayant donné lieu à la décision attaquée, le bien de l'enfant commande alors, dans la règle, de maintenir les choses en l'état et de laisser celui-ci auprès de la personne qui lui sert actuellement de référence (arrêt du Tribunal fédéral 5A_792/2018 du 6 février 2019 consid. 3.2.2);

Que l'autorité cantonale doit faire preuve de retenue et ne modifier la décision de première instance que dans des cas exceptionnels; elle dispose cependant d'un large pouvoir d'appréciation permettant de tenir compte des circonstances concrètes du cas d'espèce (ATF 137 III 475 consid. 4.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_941/2018 du 23 janvier 2019, consid. 5.3.2);

Que concernant le paiement d'une somme d'argent, à teneur de la jurisprudence du Tribunal fédéral, il appartient à la partie recourante de démontrer qu'à défaut d'effet suspensif, elle serait exposée à d'importantes difficultés financières ou qu'elle ne pourrait pas obtenir le remboursement du montant payé au cas où elle obtiendrait gain de cause au fond (arrêt du Tribunal fédéral 5A_708/2013 du 14 mai 2014 consid. 1.1);

Qu'en l'espèce et s'agissant de la garde de la mineure, celle-ci a certes été attribuée à l'appelant par un arrêt de la Cour de justice du 7 septembre 2021 ; que toutefois la situation de fait a changé depuis lors puisqu'il résulte de la procédure que l'adolescente vit désormais auprès de sa mère et ce depuis le début de l'année 2024 ; que le maintien du *statu quo* revendiqué par l'appelant conduit dès lors à rejeter, sur ce point, sa requête de restitution de l'effet suspensif;

Qu'en ce qui concerne le versement de la contribution à l'entretien de l'enfant, il appartenait à l'appelant de démontrer qu'à défaut d'effet suspensif il serait exposé à d'importantes difficultés financières, ce qu'il n'a pas fait ; qu'il n'a pas davantage apporté la démonstration du fait qu'il ne pourrait obtenir le remboursement de l'éventuel trop-perçu;

Qu'au vu de ce qui précède, la requête de restitution de l'effet suspensif sera intégralement rejetée;

Qu'il sera statué sur la question des frais relatifs à la présente décision dans l'arrêt au fond.

* * * * *

PAR CES MOTIFS,

La Chambre civile :

Statuant sur requête de suspension du caractère exécutoire de l'ordonnance entreprise :

Rejette la requête formée par A_____ tendant à la suspension de l'effet exécutoire attaché aux chiffres 1, 2 et 6 du dispositif de l'ordonnance OTPI/536/2024 rendue le 28 août 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/22206/2022.

Dit qu'il sera statué sur les frais dans l'arrêt au fond.

Siégeant :

Madame Paola CAMPOMAGNANI, présidente; Madame Sophie MARTINEZ, greffière.

Indication des voies de recours :

La présente décision, incidente et de nature provisionnelle (ATF 137 III 475 consid. 1 et 2), est susceptible d'un recours en matière civile (art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005; LTF - RS 173.110), les griefs pouvant être invoqués étant toutefois limités (art. 93/98 LTF).

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.